

Le Soleil

Actualités, samedi 16 mai 2009, p. 22

Soins de santé des travailleurs agricoles étrangers

Les employeurs se défendent

Morin, Annie

Les travailleurs agricoles étrangers ne sont pas différents des Québécois. S'ils se tiennent loin des services de santé, c'est qu'ils ne ressentent pas le besoin de consulter un médecin au moindre bobo, affirment leurs employeurs.

Une étude du Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale, dévoilée mardi au congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), démontre que les travailleurs agricoles mexicains et guatémaltèques n'ont pas accès aux soins de santé dont ils ont besoin. De peur de perdre leur gagne-pain, plusieurs préfèrent se soigner eux-mêmes avec des médicaments cachés dans leurs valises.

L'auteure, Geneviève Roberge, est arrivée à cette conclusion après avoir interrogé une trentaine de travailleurs et d'employeurs de l'île d'Orléans, l'automne dernier.

Louis Gosselin, président de l'Association des producteurs de fraises et framboises du Québec, emploie une soixantaine d'ouvriers étrangers sur ses terres de l'île d'Orléans. En entrevue téléphonique, hier, il s'est dit complètement abasourdi par les constats de l'étude. "Les travailleurs sont bien avisés : quand il y a un problème, on veut le savoir tout de suite. Il n'y a personne qui est mal à l'aise de nous dire qu'il ne file pas. [...] Ces gens-là, on les côtoie tous les jours, on est familiers avec eux", assure l'agriculteur.

Celui-ci dit accompagner des travailleurs chez le médecin plusieurs fois dans un même été. À une seule occasion, l'un d'entre eux a dû être hospitalisé pour une crise d'appendicite.

"C'est comme chez nous. Il y a des gens qui attendent d'être à l'article de la mort avant de consulter, qui ne vont jamais se plaindre, qui ont peur de déranger. Il y en a d'autres qui courent chez le médecin pour le moindre petit bobo, qui sont plus revendicateurs", poursuit M. Gosselin.

Guy Boulet, propriétaire des Pelouses Richer-Boulet, à Saint-Apollinaire, ne voit pas pourquoi il se priverait de faire soigner ses travailleurs malades ou blessés : "Ça ne nous coûte rien pour les soigner. Ils ont l'assurance maladie!" Il a déjà constaté que des "petits nouveaux" hésitent à dire qu'ils sont courbaturés de peur de déranger, mais les superviseurs les affectent à d'autres tâches dès qu'ils s'en aperçoivent. Question de santé, mais aussi d'efficacité.

Michèle St-Mieux, directrice des opérations de la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'oeuvre agricole étrangère (FERME), qui coordonne la venue des travailleurs saisonniers au Québec, affirme que tous les ouvriers sont informés des services de santé auxquels ils ont droit avant même de partir du Mexique ou du Guatemala. Les détails leur sont répétés lors de leur arrivée au pays et encore une fois chez le producteur qui les accueille. Des documents écrits dans leur langue leur sont également distribués, insiste-t-elle.

Andrea Galvez, coordonnatrice du Centre d'appui aux travailleurs agricoles parrainés par le syndicat des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), continue pourtant de croire que plusieurs travailleurs sont tenus à l'écart du système de santé. "Depuis plusieurs années, on entend les gouvernements dire que les travailleurs migrants ont les mêmes droits que les travailleurs locaux. Sur papier, c'est vrai, mais pas dans la réalité", dit-elle.

peur de déranger

Selon la militante, "plusieurs travailleurs ne sont pas au courant de leurs droits. Ils ont peur, à tort ou à raison, d'incommoder leur employeur, alors ils préfèrent se soigner eux-mêmes". Des analgésiques et des anti-inflammatoires puissants, offerts en vente libre au Mexique, mais sous prescription au Canada, seraient particulièrement populaires pour traiter les entorses, tendinites et autres maux musculo-squelettiques.

Pour assurer un meilleur accès à des soins médicaux, Mme Galvez croit que chaque région agricole devrait avoir accès à une clinique médicale le jour où les travailleurs saisonniers sont en congé. Ou, encore mieux, un médecin pourrait faire régulièrement le tour des fermes pour examiner les moins bien portants. Cela se fait déjà en Ontario.